

433 TeraHertz, qu'est-ce que c'est ? L'entreprise fait partie de la société et de la vie des citoyens. Les enjeux du travail, créateur de richesses et lieu de leur répartition y sont centraux. **Les modes de production ont un impact déterminant sur notre avenir collectif.** Afin que celle-ci réponde aux besoins fondamentaux humains tout en préservant notre environnement, il nous semble essentiel de faire entrer la démocratie de plain-pied dans le monde du travail. Dans ce cadre, nous salarié-es de Thales, communistes, souhaitons verser notre point de vue au débat. C'est ce que nous vous proposons dans ce journal, dont le nom fait référence à la fréquence d'une certaine couleur à laquelle on tient !

Alors que revient la saison « des Français qui vivent plus longtemps, et qui doivent donc travailler plus », nous allons voir que ces deux notions n'ont pas grand-chose à voir. Nous allons parler « Retraites ». *Yes we can !*

" NOUS FERONS DE LA RETRAITE, NON PLUS UNE ANTICHAMBRE DE LA MORT MAIS UNE NOUVELLE ÉTAPE DE LA VIE."

C'est - entre autre - par ces mots que Monsieur Ambroise Croizat, ministre communiste issu du Front Populaire, - un métallo comme nous -, présente la mise en place du régime général de la Sécurité Sociale, pour « **en finir avec la souffrance, l'indignité et l'exclusion** » et mettre « **l'homme à l'abri du besoin** » (extrait du discours prononcé à l'Assemblée Nationale en nov. 1945)

Un peu d'histoire, pour situer le « machin » : nous sommes à la sortie de la guerre de 39/45, c'est Alexis Ducros, mon camarade de 95 ans qui me le raconte, il n'y a plus un pont intact en France et le pays est ruiné. Maintenant vous pouvez mieux imaginer le paysage avec les images en boucle de BFM concernant la guerre en Ukraine.

Pourtant c'est la généralisation des congés maternité, de la retraite, des allocations familiales. Chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. L'espérance de vie fera un bon de 10 ans.

Aujourd'hui ne reste plus traces dans les livres d'histoire que du « plan Marshall », sauvant la France après-guerre, à coup de dollars et de son modèle économique capitaliste et libéral! Un modèle dans lequel ceux qui ont les moyens se payent une assurance santé quant aux autres ... c'est 15000€ la poche de chimio.

Un modèle où les vieux doivent parfois travailler jusqu'à 80 ans pour assurer leur subsistance - vous en avez peut-être rencontré lors de vos déplacements aux États-Unis.

Dans ce numéro nous allons donc parler retraites (et donc un peu Sécurité Sociale, ce combo d'un mot très tendance : « sécurité », et d'un autre mot qui tend lui à disparaître du discours dominant: « social ») et apporter, chiffres à l'appui, notre contribution à la réflexion : **comment assurer une vieillesse digne et épanouissante à toutes et tous, c'est-à-dire à chacun ?**



RETROUVEZ NOS ANCIENS NUMÉROS
<https://433thz.pcf.fr/s/gJxyGMpPKG9W7n>
(salaires, démocratie en entreprise,
environnement, industrie de l'armement,)



NOUS, VOILÀ CE QU'ON FERAIT !



► E. MACRON VEUT REPOUSSER LA RETRAITE À 65 ANS.



Un retour en arrière de 40 ans par rapport à la retraite à 60 ans en 1981. Alors que la productivité a augmenté et que le PIB/ habitant est passé de 21k à 33 k (euros constants). **Rien ne justifie un tel recul !** Outre un maigre déficit que fait apparaître le rapport du COR : de quoi s'agit-il ? Dans le pire des scénarios, avec 0,7 % de croissance, notre système de retraite serait en déficit de 0,8 % de PIB. La belle affaire ! Les aides publiques versées annuellement aux entreprises représentent 6 % du PIB, dont des exonérations de cotisations retraite à hauteur de... 0,8 % du PIB. Y mettre fin suffirait donc à résoudre ce déficit. Mais les prévisions du rapport du COR sont inquiétantes sur un autre sujet : si rien n'est fait, le niveau de vie des retraité-es va s'effondrer du fait des réformes passées. Par exemple, pour un cadre, la pension représentait 72 % de son salaire de fin de carrière en 1990, contre 67 % aujourd'hui et 50 % autour de 2060***

► LE DROIT A UNE BONNE RETRAITE POUR TOUS : c'est dans les boîtes et en collectif que ça se gagne !

Au XXI^e siècle, alors que le monde n'a jamais créé autant de richesses, il est plus que légitime de revendiquer des pensions dignes, et un départ à 60 ans pour tous. Avec 75 % du dernier salaire et la prise en compte des années d'étude, il en couvrirait un peu plus de 100 Mrds €/ an (estimations syndicales).

Pas de panique, on a les moyens !

Les difficultés actuelles des régimes de retraite tiennent pour l'essentiel au déficit d'emploi des personnes en âge de travailler et à la baisse relative des salaires (rapport Cor 2020 ci-contre).

Ainsi, notre bataille des retraites, ne peut se concevoir en dehors de celle de l'emploi, des salaires, des conditions de travail :

100 000 chômeurs en moins, c'est 1,5 Mrd € de recettes (cotisations) nouvelles et 1 % de masse salariale en plus, 2 Mrds d'€ pour la sécu.

Une gestion des entreprises, axée sur l'emploi et la formation et non sur les profits aux actionnaires, permettrait d'aller vers l'éradication du chômage, la création de 5 millions de vrais emplois (car des besoins, il y en a !), et d'engendrer une nouvelle efficacité sociale et écologique par des investissements accrus (cf 433THZ n°2) et l'accès de tous à des formations rémunérées au niveau des salaires. Sur les 500 à 600 Milliards / an de richesses supplémentaires créées**, il serait possible d'en dégager assez pour financer un système de retraites digne du XXI^e siècle.

Et de l'appuyer par de nouvelles actions sur les entreprises : modulation des cotisations sociales dites patronales*

licenciant les entreprises qui licencient, délocalisent ou précarisent, nouvelle sélectivité du crédit bancaire, mise à contribution des revenus financiers des entreprises et banques au même taux que la cotisation dite patronale sur les salaires. Ceci apporterait 70 à 90 milliards supplémentaires en 5 ans. ;

Une réforme progressiste des retraites est donc possible si elle met en cause la domination capitaliste sur l'économie et la protection sociale !

PERECO

les dangers de l'individualisation

Dans un récent sondage 72 %* des Français déclarent que le report de l'âge légal de départ à la retraite les inciterait à épargner par eux-mêmes. Chez Thales où le large recours au CET de fin de carrière montre tout l'attachement des salariés à un départ «précoce» à la retraite, 30% d'entre eux ont recours à un PERECO.

Les abondements versés par Thales à ce titre représentaient 24 Millions (M) d'€ en 2020, montant qui, utilisé pour nos salaires, alimenterait notre protection sociale via nos cotisations. Le montant de l'épargne salariale du Groupe Thales est d'environ 400 M d'€. En France à fin 2020, les placements sur les PERECO représentaient **22,5 Milliards (Mrds) d'€-** à peu près le déficit 2020 des retraites.

Cette opportunité **d'épargne individuelle**, présentée comme fiable et intéressante du fait des abondements, outre la remise en cause des dispositifs collectifs, est très risquée. Les fluctuations des marchés financiers et les crises boursières peuvent fortement impacter, voire annuler, les montants épargnés, comme en 2008. Seules des personnes à hauts revenus, ou disposant de sommes pouvant être immobilisées sans besoin immédiat, semblent en capacité d'absorber un tel risque (70% des salariés du Groupe n'utilisent pas le PERECO actuellement : par manque de capacités financières ou choix ?). **Ces systèmes accroissent donc en réalité les inégalités entre salariés sur le niveau des retraites.**



*Parts patronales et salariales, toutes deux sont une partie de la valeur ajoutée créée par le travail des salariés et non par l'employeur. Ce sont donc uniquement les salariés qui financent la SS

**estimation du PIB additionnel créée par le quart de la population active, actuellement au chômage qui retrouverait un emploi
***. S. Binet L Humanité -10/10/2022

LA CAISSE À OUTILS



“



Nous mettrons les hommes à l'abri des angoisses du lendemain – ainsi ouvre

Ambroise Croizat son discours à l'Assemblée nationale, instaurant le régime général de la sécurité sociale en 1945.

Il s'agit de protéger les populations des aléas de la vie et de reconstruire une société, son unité – avec beaucoup moins de moyens qu'aujourd'hui ! Depuis, les besoins ont et continuent d'augmenter. Au lieu d'assécher les caisses de retraites il convient de réfléchir à une augmentation des ressources.

▶ LA SECU un enjeu majeur de ce quinquennat !

De Macron I à Macron II, il faut reconnaître au président une constance dans la poursuite de la remise en cause de la Sécurité Sociale, plaie pour la Droite et son extrême depuis 1945.

Au fil des années, ils se sont donnés des armes redoutables visant à fiscaliser les recettes* et casser les outils sociaux comme l'Hôpital ou les Retraites.

Aujourd'hui la pression se maintient via le PLFSS 2023 (recettes sous l'inflation/ exonérations de cotisations Patronales bien au-dessus) ou via les 160 Mrds d'aides publiques sans conditions aux entreprises lors de la crise COVID, au lieu de les investir dans l'emploi, la formation, les qualifications, seuls à même de financer par la cotisation, la Sécu. S'y ajoute la volonté d'une réforme des retraites qui

tourne le dos aux exigences sociales.

Les communistes, leurs parlementaires, n'ont de cesse de rappeler que pour développer les recettes de la Sécu à la hauteur des besoins immenses, nous pouvons : taxer les profits financiers (+ 130 Mrds €), s'attaquer à l'évasion fiscale (+ 20 Mrds €) mais aussi aider les entreprises à un comportement plus vertueux (plusieurs centaines de Mrds cf ci-dessous).

A l'heure où certains confondent prestations sociales financées par les cotisations et « allocations » financées au « bon plaisir du roi » le devenir de la Sécu d'Ambroise Croizat doit faire l'objet d'une bataille organisée et rassembleuse comme jamais, et mettre au cœur de notre projet de société, **la Sécu qui doit retrouver toute sa place pour financer les dépenses sociales utiles et nécessaires en dehors du marché.**

Le 11^e rapport du COR

(Conseil d'orientation des retraites) sur les perspectives 2020 -2060 montre un besoin de financement d'environ 22 Mrds € en 2020, (~1 point de PIB), expliquant essentiellement ce déficit par un chômage élevé (7,3% en 2020), et des gains de productivité insuffisants,

dû à la faiblesse des investissements : **la logique financière déstabilise les retraites en plombant l'activité.**

D'après le rapport, avec un taux de chômage de 4,5% et une productivité de 2%, les retraites seraient excédentaires de 93 Mrds € en 2060, mais déficitaires de 105 Mrds € avec un chômage à 7% et une productivité de 1%, le PIB s'élevant

à 5400 Mrds € env. dans le 1^{er} cas, et de 3 600 Mrds € dans le 2nd.

Ce sont bien les conditions économiques et non la démographie, le premier facteur déterminant l'équilibre financier des retraites.

Dans les 10 ans à venir, seul un partage des richesses plus favorable aux salariés permettra de financer les retraites :

La rhétorique de ces dernières années est

une imposture. Dans la continuité et bien que le COR prévoit un régime excédentaire en 2022, le pouvoir macronien précipite le passage en force d'une nouvelle « réforme des retraites » qui se traduirait par un allongement de la durée de cotisation et un décrochage encore plus fort du niveau de vie des retraités.

QUEL OBJECTIF ?

Car derrière l'objectif de réduire

les dépenses publiques et sociales, il y a la crise de rentabilité dans laquelle les logiques capitalistes plongent l'économie depuis des décennies, et qui ne leur laisse aucune marge de manœuvre.

Dans leur effort désespéré pour maintenir la rentabilité de leur capital, ils tentent de réduire les salaires (en opposant salariés et l'« armée de réserve » des chômeurs et des précaires), mais

aussi le financement des services publics, et celui de la Sécu.

Demander « un effort au nom de l'allongement de l'espérance de vie leur paraît plus présentable que de dire ouvertement, qu'ils veulent en finir avec l'hôpital public et l'éducation nationale. Leur intention, d'ailleurs, est bien de faire les deux si le rapport des forces le leur permet...

BOLIVIE

en 2010 le gouvernement de gauche d'**Evo Morales** décide de faire descendre l'âge de la retraite de 67 à 58 ans, 55 pour les femmes. Entre 2019 et 2022 les pensions sont réévaluées de 9.5% (vs inflation à 4.5%)

conditions : 10 ans de cotisation. Valeur de la pension mini : 2000 bolivars (prix 12 œufs) : 10 bolivars).



SUÈDE

-Passés à la retraite « à cotisations définies » (système qui atteint son équilibre financier en ajustant en permanence ses dépenses à ses ressources) les Suédois perdent 10 % de leur retraite entre 2010 et 2014 et doivent partir à plus de 70 ans (soit +10 ans par rapport au système précédent (à prestations définies) pour maintenir leur niveau de pension.

▶ FILET DE SÉCURITÉ OU MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ?

Conçue comme un filet de sécurité, la protection sociale est un supplément d'âme, financé à partir des revenus de la croissance. La réponse aux besoins sociaux est alors tributaire des conditions de son partage, défini autant par les marchés, que par l'Etat, et traduit par la sempiternelle question « la France vit elle au-dessus de ses moyens ? ». A l'inverse **la protection sociale conçue comme objectif politique devient l'instrument social qui répond autant aux besoins sociaux, qu'il conditionne la croissance économique.** Son partage, son financement est alors un moteur de développement de cette richesse qui s'appuie sur et produit une efficacité sociale non tirée des marchés. Ci-contre la preuve que quand on veut on peut (Attention, exemples non comparables les pyramides des âges sont très différentes. Les PIB aussi...)



*Nous parlerons Fiscalité vs cotisations dans un prochain n°.

THAL'ESPRIT COCO !

Sujets d'actu !

► LE SENS DU TRAVAIL MERITE-T-IL UNE POLEMIQUE ?...

Les richesses créées n'ont que deux origines : la nature et le travail ! voilà ce que Karl Marx écrivait il y a plus d'un siècle !

Si le terme « emploi » est une notion aujourd'hui capitaliste qui instaure un lien de subordination entre le patron et son employé, avec son corolaire le chômage - outil d'aliénation idéal de celles et ceux qui n'ont que leur savoir pour vivre, de mise en concurrence et d'écrasement des salaires, de minoration des retraites... -c'est bien grâce à la force de travail de chacun-e, que se construit la société humaine, qui répond aux besoins sociaux -énormes : Education, Santé, Recherche ..etc- et rassemble et non divise. Emancipateur quand il est effectué dans de bonnes conditions et avec un bon salaire, le travail permet de se réaliser, de vivre dignement, de se sentir reconnu au travers de sa qualification.

Mais dans un monde capitaliste où la lutte des classes en fait un enjeu central entre ceux qui possèdent le capital et s'enrichissent en exploitant celles et ceux qui vivent de leur travail, donner cette dimension au travail est un combat quotidien. Afin de créer des richesses dans un but social sans détruire la planète, afin aussi de les partager pour qu'elles permettent à chacun de vivre (et pas seulement survivre !) au quotidien (salaire direct) tout en participant à la protection de tous (salaire socialisé ie les cotisations). bref il permet de faire société. Alors oui, le travail est une idée d'actualité, noble, intimement de gauche qu'il nous faut défendre sans relâche !...

► LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE EST AUJOURD'HUI SOUS LE FEU DES PROJECTEURS, COMMENT ANALYSES-TU LA SITUATION ?



Entretien avec **Valérie Goncalves**, animatrice de la commission Énergie du PCF

financières, fragilisant l'entreprise au point de la rendre opéable. Tout cela rendu possible par un Etat actionnaire à 24 %.

Les logiques absurdes de la concurrence et de fin des monopoles publics ont conduit à mettre en place un système obligeant EDF à vendre à ses concurrents directs son électricité nucléaire à marge négative. Aujourd'hui son endettement sert de prétexte pour exploser le modèle énergétique sur lequel EDF s'est

construit. Alors que le marché européen mis en place fait perdre aux Etats la maîtrise de leur tarif.

Le PCF propose la création d'un pôle public de l'énergie, contraignant les acteurs industriels de ce secteur à des critères de gestion allant dans le sens du service public. Cela exige de créer les conditions d'un nouveau type de service public qui ne soit pas la seule propriété de l'État soumis

aux exigences des marchés financiers, mais une propriété collective. Un vrai service public démocratisé, qui associe, dans la décision et la gestion, les salariés, les usagers, les collectivités locales.

La crise Covid a révé-
lé les défaillances de
notre système produc-
tif. Ces trente dernières
années, la désindustriali-
sation a causé l'abandon
de nombreux fleurons
industriels et la perte de
millions d'emplois, résul-
tats de choix politiques
et de la concurrence
mondialisée.

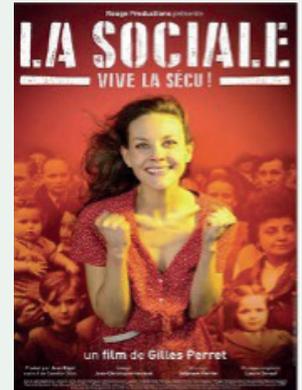
Côté énergie, depuis
plus de 20 ans, la France
s'est engagée dans une
politique de déréglemen-
tation et de privatisation :
bradage d'Alstom énergie à
General Electric, rachat
par Suez de GDF en 2008,
vente à la découpe de pans
entiers d'activités du groupe
gazier historique à des fins purement



<https://www.mesopinions.com/petition/politique/garantir-energie-toutes/188472>

LE COIN CULTURE

à voir et à revoir



En 1945, les ordonnances promulguant les champs d'application de la sécurité sociale étaient votées par le Gouvernement provisoire de la République.

Elles prennent origine dans le programme du **Conseil National de la Résistance** qui intègre « un plan complet de sécurité sociale [...] avec gestion appartenant aux représentants des intéressés. » Un vieux rêve séculaire émanant des peuples à vouloir vivre sans l'angoisse du lendemain voyait enfin le jour.

70 ans plus tard, il est temps de raconter cette belle histoire de « la sécu » D'où elle vient, comment elle a pu devenir possible, quels sont ses principes de base, qui en sont ses bâtisseurs et qu'est elle devenue au fil des décennies ?

